

Iran/Devant la poursuite des manifestations nocturnes et leur cortège de victimes Khamenei accuse les " ennemis " de Téhéran

AFP
Téhéran/Iran

De son côté, le président américain Donald Trump dénonce un "régime brutal"

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a brisé son silence hier et accusé les "ennemis" de l'Iran de s'unir pour porter atteinte au régime, au sixième jour d'un mouvement de contestation sans équivalent depuis 2009 et marqué par des violences. Le président américain Donald Trump s'est réjoui que "les Iraniens agissent enfin contre le régime iranien brutal et corrompu", dans le dernier des nombreux tweets qu'il a déjà rédigés sur ces manifestations et qui lui ont valu les foudres des autorités iraniennes. Au total, 21 personnes – dont 9 dans la nuit de lundi à hier – ont été tuées depuis le début le 28 décembre à Machhad (nord-est) des rassemblements contre les difficultés économiques et le pouvoir, qui se sont rapidement propagés à l'ensemble de l'Iran. Les autorités ont déployé des forces de sécurité supplémentaires pour faire face à ce mouvement antigouvernemental, qui ne paraît pas être particulièrement structuré, notam-

ment à sa tête. Dans sa première déclaration depuis le début des "événements", l'ayatollah Khamenei a assuré à la télévision d'Etat que "les ennemis (de l'Iran) s'étaient unis en utilisant leurs moyens, leur argent, leurs armes (...) et leurs services de sécurité pour créer des problèmes au régime islamique". Ils n'attendent qu'"une occasion pour s'infiltrer et porter des coups au peuple iranien", a-t-il dit, sans élaborer sur ces "ennemis". Pour Donald Trump, qui s'en prend régulièrement à l'Iran, bête noire de Washington, les Iraniens ont "faim de nourriture et de liberté" et leurs protestations montrent que "le temps du changement" est venu dans le pays. "Au lieu de perdre son temps en envoyant des tweets inutiles et insultants, (M. Trump) ferait mieux de s'occuper des problèmes intérieurs de son pays, notamment (...) ses millions de sans-abri et d'affamés", a réagi hier un porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, cité par les médias. **"CRIME GRAVE"** • Selon la télévision d'Etat, neuf personnes ont été tuées dans la nuit de lundi à hier dans la province d'Ispahan (centre), dont six manifestants qui tentaient de prendre d'assaut un poste de police à Qahderijan.



Photo : AFP

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei : " Les ennemis de l'Iran se sont unis (...) pour créer des problèmes au régime islamique ".

Une centaine de personnes ont été arrêtées lundi soir dans la province d'Ispahan, toujours selon la télévision d'Etat. Si Téhéran est globalement moins touchée par les protestations que les villes petites et moyennes, 450 personnes y ont été arrêtées depuis samedi, a indiqué le sous-préfet de la capitale Ali-Asghar Nasserbakht à l'agence Ilna, proche des réformateurs. Pour le chef du tribunal révolutionnaire de Téhéran, Moussa Ghazanfarabadi, cité par l'agence Tasnim, "le crime des personnes arrêtées devient chaque jour plus grave et leur punition

sera plus lourde". "Nous ne les considérons plus comme des protestataires qui réclament leurs droits mais comme des gens qui visent le régime", a-t-il prévenu. Les autorités accusent des "fauteurs de troubles" armés de s'infiltrer parmi les manifestants et certains dirigeants ont pointé du doigt le rôle présumé de "contre-révolutionnaires" basés à l'étranger. Accusant une "petite minorité" de "fauteurs de troubles", l'actuel président Hassan Rohani a assuré que "le peuple allait leur répondre" tout en ajoutant que le gouvernement était

déterminé à "régler les problèmes de la population", en particulier le chômage (12% de la population active). Elu pour un second mandat en mai, M. Rohani a permis à l'Iran de sortir de son isolement avec la levée de sanctions internationales liées aux activités nucléaires de Téhéran, qui avait fait espérer aux Iraniens une amélioration de la situation économique. Mais cette levée des sanctions, conséquence de la signature en 2015 d'un accord nucléaire historique avec les grandes puissances, tarde à porter ses fruits.

Pakistan/Après le tweet de Trump

Nouveau bras de fer entre Washington et Islamabad

AFP
Islamabad/Pakistan

Aux menaces du président américain, les autorités pakistanaises ont répondu par la convocation de son ambassadeur à Islamabad.

ISLAMABAD a convoqué lundi l'ambassadeur américain au Pakistan, dans un geste de défiance rare après les menaces du président Donald Trump de supprimer l'aide fournie à ce pays accusé de ne pas en faire assez contre le terrorisme. Alors que les relations entre les deux pays sont houleuses depuis des mois, l'ambassadeur David Hale a été invité à se rendre lundi soir au ministère des Affaires étrangères pakistanais. "Il y est allé et a rencontré des responsables", a déclaré un porte-parole de l'ambassade, sans plus de détails. Le ministère pakistanais n'a pas souhaité faire de commentaire. Mais d'après un porte-parole, le Premier ministre Shahid Khaqan Abbasi a réuni un Conseil national de sécurité hier après-midi, auquel des

chefs de la puissante armée pakistanaise ont participé. La convocation s'est tenue après un tweet de Donald Trump, très dur, contre le Pakistan lundi. "Les Etats-Unis ont bêtement donné 33 milliards de dollars d'aide au Pakistan ces quinze dernières années et ils ne nous ont rien donné en retour si ce n'est des mensonges et de la duplicité, prenant nos dirigeants pour des idiots", a écrit le président américain. "Ils abritent les terroristes que nous chassons en Afghanistan, sans grande aide. C'est fini !", a-t-il lancé. Le Pakistan a rapidement rétorqué avoir aidé les Etats-Unis à "décimer" Al-Qaïda, pour n'obtenir en retour que "des invectives et de la méfiance", via son ministre de la Défense Khurram Dastgir-Khan. Islamabad, allié des Etats-Unis depuis la guerre froide, dément de longue date les accusations américaines et reproche à Washington d'ignorer les milliers de Pakistanais tués dans la lutte contre le terrorisme. Après les attentats du 11 septembre 2001, les deux pays avaient noué un partenariat stratégique pour



Photo : AFP

La convocation par les autorités d'Islamabad de l'ambassadeur américain David Hale (à droite, au côté du chef de la diplomatie pakistanaise Khawaja Muhammad Asif) montre le niveau de tension actuel entre les deux alliés.

défaire les groupes armés islamistes dans la région. Mais les Etats-Unis, tout comme l'Afghanistan, accusent le Pakistan de soutenir les talibans actifs dans ce pays voisin. Le réseau Haqqani, qui pendant longtemps trouvait refuge au Pakistan tout en réalisant certaines des pires attaques contre les forces américaines en Afghanistan, a été qualifié de "véritable bras" des services secrets pakistanais par Mike Mullen, l'ancien chef d'état-major américain des armées. **"REMARQUABLE**

CONTRIBUTION" • Islamabad, après avoir lancé en 2014 une nouvelle campagne d'opérations militaires dans ses zones tribales, à la frontière afghane, affirme avoir désormais éradiqué toutes les bases arrière des groupes islamistes. La Chine, très active dans un projet d'infrastructure massif au Pakistan, d'un coût total de 54 milliards de dollars, a ainsi préféré louer "la remarquable contribution" de son nouvel allié à "la cause globale du contre-terrorisme", via un porte-parole de son mi-

nistère des Affaires étrangères. Fin décembre, Pékin, désormais actif diplomatiquement dans la région, avait accueilli un premier sommet tripartite contre la menace terroriste avec le Pakistan et l'Afghanistan. L'administration Trump a indiqué au Congrès en août qu'elle examinait très sérieusement la possibilité de ne pas verser 255 millions de dollars d'aide, dont le versement a déjà été retardé. Les relations américano-pakistanaises, déjà difficiles, pour les mêmes raisons, sous l'administration Obama, se sont encore dégradées avec l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche. Le président américain a accusé en août Islamabad de jouer un double jeu en Afghanistan et d'abriter sur son sol des "agents du chaos". L'accueil de son secrétaire d'Etat Rex Tillerson avait été glacial fin octobre à Islamabad. En décembre, Donald Trump avait déjà menacé le Pakistan. "Nous versons des sommes énormes chaque année au Pakistan. Il faut qu'ils nous aident", avait-il averti.

A travers le monde

• Allemagne/Migration. Controverse après un tweet anti-réfugiés

Une polémique a éclaté hier en Allemagne après le retrait forcé des réseaux sociaux, en vertu d'une nouvelle loi, d'un message anti-réfugiés de l'extrême droite.

• Corée du Sud/Diplomatie. Séoul répond à la main tendue de Pyongyang



Photo : AFP

Séoul a proposé hier de tenir des discussions à un haut niveau avec Pyongyang le 9 janvier après la main tendue de Kim Jong-Un, qui a appelé à une amélioration des relations bilatérales et évoqué une participation aux jeux Olympiques d'hiver en Corée du sud.

• Israël/Politique. Adoption d'une loi visant à compliquer le partage de Jérusalem

Le Parlement israélien a adopté hier un projet de loi visant à compliquer le passage sous souveraineté palestinienne de certaines zones de Jérusalem dans le cadre d'un futur accord de paix.

• Moldavie/Politique. La Cour constitutionnelle suspend temporairement les pouvoirs du président

La Cour constitutionnelle moldave a suspendu temporairement hier les pouvoirs du président Igor Dodon, justifiant sa décision par le refus du chef d'Etat de valider la nomination de plusieurs ministres.

• Suède/Justice. Le chef d'un mouvement néonazi condamné pour "incitation à la haine raciale"

Le chef d'un mouvement néonazi a été condamné hier à un mois de prison avec sursis par un tribunal de Stockholm pour "incitation à la haine raciale", après un discours prononcé lors d'une manifestation dans la capitale suédoise en novembre 2016.

• Syrie/Conflit. Sept civils tués à Idleb

Au moins 7 civils, dont cinq enfants, ont été tués hier en Syrie dans des frappes aériennes visant une localité d'Idleb, province du nord-ouest du pays dominée par des jihadistes, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).